



# SOCIAL :

## Pauvreté, Précarité, Chômage :

### État d'urgence sociale !

Pour le second volet des dossiers de campagne, nous avons choisi d'aborder la question du social. Dans la pré campagne présidentielle, les propositions qui émergent, semblent souvent insuffisantes pour répondre aux besoins. État des lieux...

Lire p 4

# Les Nouvelles

## de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 816

16 novembre 2006

prix: 0,70 €

**Les communistes de Loire-Atlantique se prononcent à une très forte majorité pour que Marie-George BUFFET soit la candidate antilibérale de rassemblement pour la prochaine élection présidentielle**

Lire en page 2



**Au plan national : Marie-George BUFFET rassemble également largement les communistes**

Lire en page 2

### ■ RASSEMBLEMENT ANTLIBÉRAL

P 3

Les collectifs antilibéraux se mettent en place sur le département.

Quatre expériences dans les grandes localités de Loire-Atlantique.

### ■ SI TOUS LES GARS DU MONDE

P 5

La Confédération syndicale internationale est née, forte de 190 millions de syndiqués à travers le monde.



### ■ HUMA - CAFE

P 6

La presse, l'information, les médias, le pluralisme étaient au cœur du dernier rendez-vous de l'Huma-Café.

Revenons ensemble, sur cette soirée.

### ■ CANTONALE PARTIELLE

P 8

Serge BARON sera le candidat du Parti Communiste à l'élection partielle sur le canton du Guérande.



# L'actualité politique...

## EN BREF

### En catimini

La liste des 500 parrainages pour les présidentielles ne sera plus intégralement publiée au Journal Officiel comme par le passé. Un tirage au sort sera fait parmi l'ensemble des parrainages recueillis. Un signe « discret » pour ceux qui pourraient s'apprêter à donner leur signature à un candidat qui ne serait pas « politiquement correct » du goût des électeurs du parrain...

### C'est décidé

Le Ministre de l'intérieur vient d'annoncer les dates des futures échéances présidentielles et législatives. Ce sera les 15 et 22 avril pour l'élection du Président de la République et les 10 et 17 juin pour ce qui concerne le renouvellement de l'Assemblée nationale.

### Essai non transformé

Notre même Ministre de l'intérieur aurait bien vu, dans la foulée des élections du premier trimestre, la tenue des municipales dès le mois de novembre. Tollé de la part des premiers magistrats de nos communes qui, quelle que soit l'importance de leur ville et leur couleur politique, ont refusé unanimement cette aventure politicienne. Ce sera donc en mars 2008.

### Chiffres et réalité

Tout baigne, si l'on en croit le gouvernement en ce qui concerne les chiffres du chômage. Du jamais vu depuis des années et des années... Le nombre de demandeurs d'emploi est descendu au dessous de la barre des 9%. Il aurait été pour le moins regrettable qu'à force de radiations des listes des demandeurs d'emploi et de tripatouillage des chiffres, on ne retrouve pas un jour, un résultat qualifié de positif.



### Et les précaires ?

Si ces chiffres font sourire l'ensemble du gouvernement et du MEDEF devant les caméras déployées pour la circonstance, personne n'ose dans le même temps parler de la recrudescence des emplois précaires. Un véritable fléau pour les salariés qui se voient par cette pratique, souvent plus corvéables encore et souvent privés des droits élémentaires des accords et conventions collectives.

### Et l'industrie ?

Beaucoup moins de sourires quand on aborde la question. L'UNEDIC est obligée de reconnaître l'hémorragie des emplois dans ce secteur qui a perdu une nouvelle fois, cette année, 1,9% de ses emplois. De délocalisation en délocalisation, de licenciements boursiers, les chiffres ne peuvent aller dans le bon sens. Ce sont 66 200 postes industriels qui ont été perdus en France... Bravo, messieurs, pour votre politique.

### 1 000 000

Al'approche des premiers froids, la question des sans abri, revient sur le devant de la scène, comme une fatalité. Il n'en est pourtant rien, c'est le résultat des politiques passées : 3 000 000 de personnes dans des situations difficiles de logement, dont près d'un million qui n'ont pas de «chez-soi» et 100 000 qui vivent à la rue...

## Point de vue

Par Yannick CHENEAU



Cette dernière période a été marquée par un intense débat interne dans le Parti communiste afin de préparer la Conférence nationale, un débat sur les questions de fond, sur les aspects touchant les ambitions de notre politique et les moyens pour y parvenir. Rien de plus nor-

comme candidate au sein du collectif antilibéral à la candidature pour l'élection présidentielle car nous pensons que c'est le meilleur service à rendre à notre peuple, au rassemblement à construire, le moyen le plus sûr de créer cette dynamique populaire et citoyenne attendue. Nous savons aussi que cette candidature pose débat au sein du collectif national. A nous de positiver l'apport communiste dans le processus de construction du rassemblement, dans la détermination de son ambition, dans le niveau des objectifs affichés par cette candidature. Maintenant, tout va dépendre de l'engagement des communistes dans l'action, en terme de visibilité, d'expression, de propositions concrètes, dans leur action propre mais également au sein des collectifs.

Il faut que les communistes fassent preuve de confiance, de ténacité et de détermination pour que la gauche se rassemble sur un projet émancipateur de la domination libérale. Il faut que les communistes soient une force qui encourage à une dynamique citoyenne, large et populaire sans complaisance, sans retenue.

Ce sont des enjeux majeurs de la future élection, présidentielle. Le travail de construction de ce rassemblement est porteur de beaucoup d'exigences pour nous, communistes. Rien n'est plus exaltant que de vouloir les assumer tous ensemble.

«Soyons une force qui encourage à une dynamique citoyenne, large et populaire»

mal que des voix différentes s'expriment dans un tel débat. C'est bien ainsi et comme le disait récemment Marie-George BUFFET, c'est un atout pour la démocratie.

Aujourd'hui, après les décisions prises par la Conférence nationale, après le vote, sans aucune ambiguïté, des communistes qui s'en est suivi, un nouveau chantier vient de s'ouvrir : celui de répondre à notre ambition qui est de construire une politique antilibérale s'appuyant résolument sur les exigences de notre peuple. Nous avons décidé que Marie-George soit proposée

## Consultation des communistes : Marie-George BUFFET plébiscitée

Avec une participation en très forte progression par rapport à toutes les dernières consultations des communistes, notre Fédération a, à l'instar des résultats nationaux, et à la quasi unanimité, désigné Marie-George BUFFET pour porter les couleurs du rassemblement antilibéral aux présidentielles de 2007. En Loire-Atlantique, c'est près de 60% des communistes qui ont participé à cette consultation. Rappelons que, lors de la consultation pour le 33<sup>e</sup> Congrès en mars dernier, 1 communiste sur 2 s'était exprimé. Dans les 12 sections du département, la candidature de la Secrétaire nationale du Parti a recueilli entre 91,3 et 100% des exprimés. Les votes blancs ou nuls ne représentent que 1,8%. Ce résultat est très impor-



tant. Il montre qu'au delà de la diversité des opinions qui traverse le Parti sur la stratégie, les communistes entendent se rassembler autour du choix de leur Secrétaire nationale. Il témoigne de la volonté forte des communistes à entrer dans la campagne des élections présidentielles en portant dans les collectifs antilibéraux la proposition de Marie-George BUFFET. Les communistes estiment que ce choix démocratique est un formidable atout pour battre la droite et réussir à gauche. La crédibilité de cette candi-

dature ne fait aucun doute pour la plupart des adhérents du PCF. Ils viennent de démontrer qu'être la dirigeante du Parti Communiste, ce n'est pas un handicap, que dans le rassemblement, les communistes sont d'un apport irremplaçable. Il reste à la faire partager pour qu'elle soit celle d'un rassemblement le plus large possible à gauche. La mobilisation dont les communistes viennent de témoigner, va sans nul doute, compter dans la réflexion.

YV

## De vous à moi...

**Profession : fabricant.** De tous temps, l'homme a eu le souci de fabriquer de ses mains, de façonner l'objet. En ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, c'est à une autre forme de fabrication qu'il se complait en peaufinant tout simplement, grâce à ce formidable outil qu'il a inventé : les médias, l'image d'hommes ou de femmes destinés peut-être demain aux plus hautes responsabilités dans notre société. C'est ainsi que chaque jour, on nous explique, sondages à l'appui, que Monsieur Untel vient de recueillir un point de plus que Monsieur Truc au nouveau baromètre du sondeur bidule. C'est ainsi que tout naturellement, on construit le bipartisme sans se soucier bien évidemment de ce que pensent et veulent réellement les citoyens. Quand on nous informe le matin que la «Madone des sondages» devance «Le petit prince de la place Beauvau» de 1 point alors que l'on nous dit le lendemain exactement du contraire, c'est tout simplement prendre les gens pour des imbéciles... Mais c'est tout de même ce qui se passe chaque semaine dans notre douce France. Enfin, les sondeurs accordant à leurs prévisions une marge d'erreur de 2% et ces derniers temps, leurs projections laissant pour le moins à désirer, pensez comme moi que pour passer une bonne journée, un bon petit déjeuner le matin vaut mieux qu'une batterie de sondages manipulateurs.

Y.C.

VITE LU  
VITE DIT

## Un rassemblement antilibéral

En débat lors de leur dernier Congrès sur les questions de stratégie, mais également lors du dernier Conseil national et de la Conférence nationale de leur Parti, les communistes sont maintenant pleinement engagés dans les collectifs pour un rassemblement unitaire et populaire antilibéral de gauche. Tant dans le département qu'au niveau national. Ces «nouveaux espaces de la vie politique française» interpellent l'ensemble des citoyens et entendent donner un «coup de pied dans la fourmilière» d'une situation politique qui semblait être écrite d'avance par les deux principaux partis politiques, l'UMP et le PS et par les médias.

Lors des réunions de Saint-Denis en septembre dernier et à Nanterre en octobre, le Comité d'initiative national pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes, a adopté plusieurs textes portant sur la constitution et l'esprit de ces collectifs et sur leur programme. Lors d'une prochaine réunion, les 9 et 10 décembre, il débattera et s'engagera sur une candidature commune aux diverses sensibilités qui le composent en vue de l'élection présidentielle.

Comme nous l'annoncions dans notre dernier numéro des Nouvelles et dans un premier temps, nous allons faire un tour au sein de quelques uns des principaux collectifs sur le département, à Nantes, Saint-Nazaire, Rezé et Couëron, en donnant la parole à l'un de ses animateurs.

## Collectifs unitaires antilibéraux :

### Nantes, Saint-Nazaire, Couëron et Rezé, 4 témoignages

#### Et si les citoyens décidaient de s'investir...

Plusieurs militants issus de différents milieux sont à l'origine de la création d'un Collectif d'Union Populaire sur le Sud-Loire ! L'initiative revient au départ à des militants du Parti Communiste, des militants syndicaux, des militants associatifs ! Entre les 2 premières réunions qui se sont tenues les 3 octobre et 3 novembre, près d'une cinquantaine de personnes se sont réunies, là encore il s'agissait de militants politiques (PC, LCR, Alternatifs) mais aussi de militants de différentes organisations syndicales en leurs noms propres mais connus comme tels (qu'ils soient, de la FSU, de SUD ou de la CGT) ou de militants associatifs ! Les situations professionnelles sont également diverses, ouvriers, enseignants, employés, cadres du privé comme du public mais aussi des Salariés Privés d'Emploi comme des retraités !



Par Dominique LUCAS

L'ambition modeste au départ des initiateurs de ce Collectif était de réunir des Rezéens mais nous avons pu très vite constater que l'attente était grande d'une telle initiative, puisque des habitants de tout le sud de l'agglomération y ont participé : de Rezé bien sûr, mais aussi de Bouaye, de la Montagne, de Brains, de Paulx, de Bouguenais etc.

Tous animés par une même volonté : redonner aux citoyens de leurs communes, l'espoir de changer la vie, le goût de la politique !

Aujourd'hui, le Collectif existe. Il ne lui reste plus qu'à aller à la rencontre des autres habitants du Sud-Loire pour donner corps à une perspective indispensable : redonner à la gauche l'ambition de changer la vie par la participation directe du maximum de nos concitoyens, dans la politique !

#### Créer toutes les conditions, occasions pour permettre l'intervention citoyenne

Forum sur la filière maritime en 2004 et 2006, forum sur le projet de constitution européenne en 2005, forum contre la précarité et la sécurité d'emploi et de formation en 2006... une volonté permanente des communistes nazairiens que les citoyens, les militants politiques, syndicaux, associatifs confrontent leurs idées, leurs propositions et construisent ensemble, sur un pied d'égalité des projets alternatifs.

En septembre, les militants communistes nazairiens lançaient un appel à construire un collectif unitaire populaire au niveau de la ville, à l'image de tous ceux créés ou en cours de création partout en France.

Le 17 octobre, 35 personnes, décident de créer un collectif unitaire, antilibéral nazairien ouvert aux citoyens, aux organisations, sans qu'il soit la propriété d'une organisation politique ou autre.

La défiance envers les partis politiques reste toujours d'actualité. Les communistes sont donc attentifs à créer toutes les conditions sur le fond et la forme pour que les citoyens perçoivent que leur apport dans un tel collectif peut être utile, pris en compte. Dans ce sens, un compte rendu de la réunion a été rédigé par trois participants de sensibilités différentes pour permettre l'élargissement du rayonnement du collectif. Cette démarche ouverte, transparente, collective à laquelle sont attachés les communistes, est la seule voie qui permettra la réussite du rassemblement pour une alternative antilibérale et parvenir à une candidature commune pour l'élection présidentielle et des candidatures communes pour les législatives.

Les participants ont décidé de poursuivre le débat sur le projet, les candidatures lors d'une deuxième réunion le 8 novembre, avant la rencontre nationale des collectifs locaux des 9 et 10 décembre à laquelle des délégués du collectif participeront. La politique autrement, n'est pas pour les communistes, un slogan mais bien une réalité en acte !

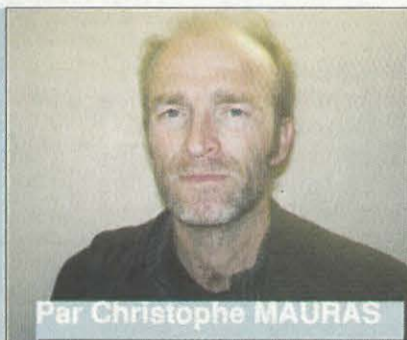


Par Yvon RENEVOT

#### Des collectifs pour gagner à gauche et en finir avec le bipartisme

La 5<sup>e</sup> République a été taillée sur pièce pour un monarque, mais l'habit a plu à ses successeurs y compris celui, François MITERRAND qui l'avait le plus critiqué. Le scrutin majoritaire permet en effet de se débarrasser d'alliés jugés encombrants et de gouverner seul. D'alternance en cohabitation, le peuple a désespéré de pouvoir influencer sur les politiques menées, toutes d'inspiration libérale, plus ou moins teintées de social. La conséquence ultime a été le désastre de 2002 puis la confiscation du pouvoir par une droite plus archaïque et libérale que jamais. Le référendum de 2005 a marqué un retour his-

torique des citoyens sur la scène politique, gagnants seuls face aux partis dominants. Les collectifs du 29 mai ont rassemblé militants de gauche, associations, citoyens autour du refus d'une Europe sous le joug de la finance et des entreprises multinationales. L'appel pour une alternative antilibérale marque maintenant l'aspiration positive des citoyens à une véritable émancipation sociale, politique, environnementale, féministe, pacifiste. Les collectifs montrent par le programme qu'ils se sont donnés, qu'il est réaliste de vouloir une politique de gauche, où l'éco-



Par Christophe MAURAS

nomie est au service du développement humain et qui ne démissionne pas face aux enjeux de l'avenir.

C'est pourquoi, il est important de mener campagne ensemble, dans chaque commune, pour promouvoir la certitude que, rassemblés à gauche, on peut gagner pour gouverner au service des citoyens et de leurs droits collectifs à la santé, au logement, à l'éducation et à l'emploi. Parce qu'ils définissent la loi et fixent l'impôt, nos députés pourront orienter l'activité du pays vers la satisfaction des besoins fondamentaux de son peuple.

#### Des collectifs populaires de proximité

L'objectif que se sont fixés les communistes pour l'élection présidentielle est clair, il est assez bien résumé dans le discours de clôture de Marie-George BUFFET, lors de la Conférence nationale : «construire à gauche une majorité populaire et politique sur un projet apte à changer la vie. Cette ambition je la résume dans toutes mes rencontres par des mots simples : battre la droite et réussir à gauche». Il y a urgence à contribuer à ce que les exigences qui s'expriment dans les luttes, s'expriment enfin dans les urnes. C'est dans ce sens que les communistes participent à la création de collectifs antilibéraux, pour contribuer à mettre en mouvement, sans exclusive, toutes celles et tous ceux qui aspirent au changement. A Nantes, une première expérience a lieu autour des animateurs du collectif du 29 Mai, de militants minoritaires de la LCR, de militants alternatifs ou encore communistes. Il rassemble à ce jour régulièrement une soixantaine de personnes. Les communistes de la section de Nantes ont souhaité y prendre leur place mais ils estiment qu'il faut une dynamique bien plus forte. C'est pourquoi, ils ont été à l'initiative de deux autres collectifs

dans les quartiers populaires de Bellevue et Doulon, réunissant une quarantaine de personnes lors des réunions constitutives. 3 collectifs à Nantes et une vingtaine d'autres créés ou en construction dans le département, c'est encourageant mais encore insuffisant. Les communistes de Nantes veulent mettre toute leur énergie dans la bataille pour battre la droite et travailler avec d'autres à l'élaboration et la popularisation d'un programme de gauche qui change vraiment la vie.

Pour cela, nos débats ne doivent pas se limiter aux cénacles militants, il faut gagner la bataille sur deux éléments essentiels pour réussir : ces collectifs doivent être populaires et être constitués au plus proche des quartiers et des entreprises, afin que les salariés, les jeunes, les chômeurs, les retraités puissent s'en saisir pour ne pas se faire voler l'élection. Cela nécessite un Parti communiste ambitieux et dynamique sur ses initiatives propres comme dans les collectifs.



Par Paul ROBERT

## SOCIAL

### Pauvreté, Précarité, Chômage : État d'urgence sociale !



A écouter les prétendants déclarés à la fonction présidentielle, les priorités des Français se résumeraient trop souvent à la notion d'ordre, version «juste» pour Ségolène ROYAL, version musclée pour Nicolas SARKOZY, sans oublier les tristement célèbres dérapages de Jean-Marie LE PEN. La ficelle est connue, faire grandir

les peurs et exploiter la délinquance puis, muscler son discours pour prétendre y répondre. Le tout, bien sûr pour détourner le regard des Français des questions essentielles, parmi lesquelles la question sociale. Il y a pourtant urgence ! Avec près de 13% de familles pauvres en France, le chômage et la baisse du pouvoir d'achat

inquiètent et structurent la réflexion sur la prochaine élection présidentielle. Il faut dire que depuis 2002, le pouvoir de droite n'y est pas allé de main morte : radiations des ASSEDIC, baisse de l'APA et des moyens pour l'inspection du travail et la formation professionnelle pour adultes, suppression des emplois jeunes, décentralisation donnant aux départements de nouvelles responsabilités sociales sans les moyens associés... La liste serait trop longue des mauvais coups que subissent les milieux populaires tandis que les profits explosent et que la droite baisse les impôts pour les plus riches. Avec le recours massif au temps partiel et aux emplois précaires, la France se

transforme en un pays de bas salaires, un pays où le travail ne permet parfois plus de vivre dans la dignité. Et les réponses données par les candidats et leurs partis à l'approche de 2007 sont, pour leur grande majorité, largement insuffisantes. Au Parti socialiste où les 3 postulants ont débattu aimablement de la question sociale lors de leur premier débat télévisé, on a bien du mal à discerner des idées novatrices à la hauteur des besoins. Avec un SMIC à 1500 euros brut en 5 ans, on est à peu près au niveau de l'inflation. Le projet socialiste contient également un plan d'urgence contre la pauvreté des enfants, la proposition plutôt floue «d'améliorer la complémen-

tarité temporaire des revenus du travail et des prestations sociales», et un Revenu de Solidarité Active qui comprendrait l'ensemble des aides sociales. A droite, SARKOZY utilise les mêmes réponses populistes

ger le travail plutôt que l'assistance» et «mieux équilibrer les droits et les devoirs des chômeurs». Les collectifs antilibéraux se sont pour leur part, accordés sur un programme qui reprend les principales propositions de celui adopté par le PCF lors de son 33ème Congrès. Il s'agit de porter immédiatement le SMIC à 1500 euros bruts, pour avancer rapidement vers les 1500 euros nets et d'augmenter les minima sociaux de 300 euros et de mettre en place une sécurité d'emploi et de formation. Et, c'est en action que les communistes ont souhaité ouvrir le débat avec la pétition sur le pouvoir d'achat qu'ils font massivement signer depuis septembre.

#### Augmenter rapidement les salaires et les minima sociaux

que sur les autres sujets, il s'agit de traquer le fraudeur qui se cache selon lui derrière chaque chômeur et chaque Rmiste. Le reste se résume aux solutions classiques et rétrogrades de la droite «travailler plus pour gagner plus», «lever les obstacles à l'emploi des seniors», «Encoura-

#### Stéphane GUILLOU

##### Syndicaliste aux ASSEDIC

Le Régime d'Assurance Chômage n'a certes jamais pleinement rempli la mission de service public qui lui avait confiée en 1959 à savoir : «servir un revenu de substitution aux salariés privés d'emploi». Mais, la raison d'être des ASSEDIC et de ses agents, était tout de même tournée vers le Demandeur d'Emploi. Or, depuis 1992 nous assistons à un phénomène, accentué en 2001 avec le «PARE» renforcé depuis la Convention du 18 janvier 2006, à une véritable dérive dans les missions du Régime, à la limite du détournement de mission de service public.

La suppression des aides matérielles du fond social en octobre 1997 a été suivie progressi-

vement par la suppression des autres aides : à la formation, à la mobilité géographique etc., font qu'aujourd'hui les ASSEDIC n'ont plus aucune aide directe à la disposition des Chômeurs. Par contre, les aides directes aux employeurs elles, se sont multipliées.

Le Régime d'Assurance Chômage se tourne vers la satisfaction des besoins en main d'œuvre des employeurs des secteurs traditionnellement en déficit de main d'œuvre (du fait du niveau de salaire, de la pénibilité des conditions de travail et de la précarité) : le bâtiment et l'hôtellerie/restauration. Non, seulement par les aides mais aussi par la coercition (menace de réduction voire de suspension ou d'annulation des droits)

Aujourd'hui, l'Assurance Chômage qui est devenue un outil à la disposition du patronat, n'indemnise qu'à peine 40%, les chômeurs, développe le contrôle et la menace à l'égard des plus fragiles de nos concitoyens ! L'ur-



gence Sociale est à une réforme complète de notre système, mais pas celle qui est mise en œuvre.

## Ils ont dit :



#### Serge BARON

Trésorier du Secours Populaire à La Turballe

Depuis des années, la précarité progresse de manière très inquiétante. Depuis le retour de la droite au pouvoir, on assiste à une accélération catastrophique. Avec mes amis du Secours populaire, nous sommes de plus en plus sollicités. Et nous constatons des évolutions dans les personnes qui font appel à nous. En plus des personnes en

situation de très grande pauvreté, nous rencontrons désormais des salariés qui n'arrivent plus à boucler les fins de mois. C'est dur de se retrouver face à un couple qui travaille, qui se bat pour s'en sortir, parfois avec des enfants à charge et qui est obligé de faire appel à nous. C'est révoltant de voir les énormes sommes d'argent qui circulent alors que certaines personnes ne parviennent plus à vivre de leur travail. La situation est grave, il y a besoin d'un plan d'urgence contre la pauvreté. Les associations agissent, mais c'est à l'Etat de prendre ses responsabilités pour que plus aucun salarié ne puisse être «travailleur pauvre».

#### Nicolas SARKOZY

Président de l'UMP

«On affaiblit la République quand on s'efforce par tous les moyens de ruiner la morale de l'effort et du mérite, quand on transforme le citoyen en assisté, quand on confond l'égalité avec l'égalitarisme, la solidarité avec l'assistanat.

Je ne veux pas que ceux qui ne veulent rien faire, que ceux qui ne veulent pas travailler, vivent sur le dos de ceux qui se lèvent tôt et qui travaillent dur.

Je ne veux pas que ceux qui fraudent l'assurance chômage, l'assurance maladie, les allocations familiales, ceux qui escroquent le fisc ou les ASSEDIC, ceux qui détournent de l'argent public par copinage ou par favoritisme, continuent à mettre en péril la solidarité nationale».

## PRENONS NOTE...

2 décembre 2006

4<sup>e</sup> Manifestation contre le chômage et la précarité. Toutes et tous concernés !

### Banque de France

La réduction drastique du réseau de succursales (fermeture de plus de la moitié des implantations territoriales et 3 000 suppressions d'emplois entre 2004 et 2006) marque le recul des services rendus aux usagers (ceux en situation de surendettement par exemple)

### Chasse aux pauvres, ouverte

Un certain nombre de députés viennent de déposer une proposition de loi qui vise à traquer les abus dont se rendent odieusement coupables les RMIstes. Les gens du voyage sont dans la ligne de mire. Selon la proposition de loi, il faut donner davantage de liberté aux départements pour fixer la procédure de suspension du RMI. Il faut également ajouter aux conditions d'éligibilité au RMI, la prise en compte du patrimoine immobilier du demandeur, traquer les couples non mariés qui perçoivent deux RMI et non un RMI pour l'ensemble du foyer...

### Plus on est modeste, plus on est soupçonné

Dans le cadre du budget de la Sécu, l'amendement scélérat du gouvernement, rédigé au nom de «la lutte contre la fraude», a été adopté à l'Assemblée nationale. Il vise à prendre en compte, dans l'attribution du RMI, de la CMU, de l'allocation parent isolé (API), jusqu'alors soumis aux ressources déclarées, des «éléments du train de vie», tels que le véhicule ou le logement. Seuls, les élus communistes ont voté contre.

### Pompiers en colère

Depuis le 9 octobre, en grève illimitée, ils ne cessent de dire «STOP aux promesses sur les tombes de leurs collègues». Ils ont, le 3 novembre, fait mousser leurs revendications devant le CG44. Le 21 novembre, une grande manifestation unitaire et nationale se prépare.

### Combien ça coûte ?

La CGT a chiffré à 9 milliards d'euros le montant nécessaire pour situer le SMIC à 1500 euros tout de suite. Pour mémoire :

- Les dividendes versés aux actionnaires des seules entreprises du CAC 40 en 2005 ont représenté 24 milliards d'euros.
- Les exonérations des cotisations coûtent au budget 2007, 25 milliards d'euros.

Le pétrolier français Total empoche un milliard d'euros chaque mois !

### PASQUA, nostalgique de la peine de mort

Avec 50 sénateurs UMP, il vient de déposer une proposition de loi portant à 30 ans la période de sûreté pour «les crimes les plus odieux», en assortissant leur démarche d'un véritable réquisitoire pour le rétablissement de la peine de mort.

### Busway nouveau est arrivé

Inauguré le 4 novembre, il n'arrange pas tout le monde. Redessinant les tracés de nombreuses lignes de bus, cette nouveauté amène réactions à Vertou, comme au Clos-Toreau. Mais, affirme t-on, «nous serons à l'écoute des usagers». A suivre...

## Pour changer fondamentalement la mondialisation

La Confédération Syndicale Internationale, dont le congrès fondateur s'est tenu début novembre, représente à ce jour plus de 190 millions de syndiqués dans 170 pays. Ce moment symbolique devra marquer la mémoire collective, car jamais encore dans l'histoire du syndicalisme international, n'avait été réalisé un rassemblement d'une telle ampleur et d'une telle représentativité. Il jette les bases d'une nouvelle unité pour rendre efficace le syndicalisme dans la mondialisation, pour un développement juste et solidaire. Le besoin de conjuguer dialogue social et mobilisations sociales contre la libéralisation libérale, a été pointé avec force et a ainsi montré les défis du syndicalisme mondial.

Bernard THIBAUT, dans son intervention au congrès fondateur, a affirmé : «Nous serons attendus d'abord sur nos actes... Maintenant commence l'étape de la construction d'un nouvel internationalisme syndical pour changer le rapport de force à l'échelle mondiale... La nouvelle façon de vivre ensemble, de lutter ensemble doit contribuer à lever les réticences qui existent encore et à faire mentir ceux qui souhaitent notre échec parce qu'ils craignent notre réussite. L'acceptation de nos diversités dans l'organisation, au lieu de nous diviser, doit être vécue comme un stimulant. En nous donnant les moyens d'appréhender le monde tel qu'il est, et en particulier les besoins spécifiques des pays les plus pauvres, nous créerons les conditions de rassemblement autour de revendications communes aux travailleurs du

Sud et du Nord... La solidarité des travailleuses et travailleurs du monde, la solidarité de leurs organisations syndicales sont au cœur de cette nouvelle Confédération syndicale».



## 10 millions d'européens dans le noir



Mais qu'est ce qui a buggé en cette nuit du 4 novembre : l'arrêt, pourtant programmé, d'une ligne à très haute tension en Allemagne pour permettre la circulation d'un bateau sur la rivière Ems ? La brutale chute des températures ?

Simple anecdote ou véritable avertissement ? Le délestage a permis de parer à une réelle catastrophe, l'effondrement complet des réseaux. Mais, ce dysfonctionnement met cependant en cause la qualité même du réseau. Un tel incident ne s'était pas produit depuis les années 70.

Cette panne géante montre combien la sécurité électrique en Europe, s'est dégradée à mesure que la consommation augmentait et que les investissements de production

d'électricité ne suivaient pas. La marge de production n'arrête pas de baisser. Il n'y a pas assez d'investissement dans les centrales de production et dans les réseaux de transport. Selon l'Observatoire européen de l'énergie, il est nécessaire d'investir entre 700 et 1000 milliards d'euros en Europe d'ici 2030 pour combler le déficit en capacité de production et garantir la sécurité d'approvisionnement en électricité.

Les opérateurs, qui dilapident 200 milliards d'euros en opérations de concurrence, doivent investir pour répondre aux missions de services publics de l'énergie. Le processus de libéralisation doit également être stoppé, car l'ouverture à la concurrence va amplifier ce désengagement.

## Eradiquer la misère

Le 17 octobre, c'était la journée mondiale du refus de la misère, une journée pour faire entendre la voix des plus démunis et mobiliser citoyens et responsables politiques. Ils sont légion ces hommes et ces femmes, en général invisibles, discrets, honteux, qui sont tombés très bas en ayant souvent été salariés, insérés, socialement reconnus.

Et, même aujourd'hui, en France, on peut travailler et être à la rue. La précarité, le travail sous-payé et les manques de loge-

ments sociaux, ont fait leur œuvre !

Début novembre, le plan hivernal a été déclenché. Comme tous les hivers, le dispositif (180 places supplémentaires aux 2675 places dédiées aux sans

abris en temps «normal») pour accueillir les personnes ne sachant où dormir et pallier aux urgences qui augmentent chaque année, a été mis en place.

Au-delà des réponses d'urgence nécessaires,



après l'école pour tous, la Sécurité sociale et la Couverture Maladie Universelle, il est temps que le droit au logement devienne une sécurité pour tous. Car, la politique d'hébergement d'urgence est inadaptée et plus coûteuse que le logement durable, même dans le parc privé.

Pour preuve, ce dispositif coûte 22 millions d'euros pour la Loire-Atlantique. Le plan pour le logement des sans-abri doit se fixer l'ambition d'un vrai logement pour tous et créer les conditions du vivre ensemble. L'État doit rendre le droit au logement effectif. Pour cela, imposons que le droit au logement devienne réalité.

# Evènements, culture, idées.

## Huma - Café de Nantes

### Quel avenir pour la presse écrite face aux médias ?

Le 20 octobre, au Salon de Musique du Lieu Unique l'Huma-café de Nantes recevait Jean-Marie BIETTE, directeur départemental de Ouest-France et Francis PARNY, Vice-président du Conseil régional d'Île de France chargé de la Culture au PCF. Le thème : quel avenir pour la presse payante et pour l'info ? Quel journalisme ? Quel rôle des médias et qu'en est-il du pluralisme ?

La crise de la presse viendrait-elle d'abord d'une perte du goût et du sens de l'investigation ? Prenant l'exemple des émeutes des cités de 2005, on rappelle que Jean-François KAHN de Marianne faisait récemment état des réactions de journalistes de sa rédaction : « On n'a pas fait Science Po ou l'École de Lille (ESJ) pour aller dans les cités, au-delà du périphérique ! »

Ce déficit accentué d'investigation se combine à une « sonomania moutonnaire ». L'exemple du 29 mai est évoqué. Mais la leçon n'a pas été vraiment tirée, si on en juge par la présentation des choix pour les présidentielles de 2007. En dehors de « Nicolas et de Ségolène, quand la presse parle-t-elle d'un autre choix possible du côté des Assises antilibérales ? »

La presse d'opinion coûte cher, pas seulement pour les cités, mais dans les campagnes, en fait pour toute cette « France invisible » dont on parle désormais (voir ci-contre). L'info restera-t-elle une valeur ayant un prix. Peut-être, mais à condition de continuer à « éditorialiser », et ne pas se contenter de reprendre les dépêches d'agences, comme le font, les « gratuits » et les radios.

Avec Internet, tout le monde a, en principe, la parole. « Si le citoyen n'entend qu'un seul

son de cloche, soit il se soumet, soit il va voir ailleurs ». Le numérique peut-il remplacer la presse, alors que 7% d'enfants d'ouvriers seulement y ont accès. Le redéploiement en cours vers Internet de certains journaux (Libération, le Monde et même Ouest-France) « ne fonctionne pas bien ». Nous sommes loin de la prétendue « démocratie d'opinion », ne serait-ce que parce que « la télé vampirise tout » et que « l'opinion ça se travaille ». La crise de la presse n'est pas la conséquence de la montée en puissance du numérique. En fait, il y aurait « formatage des esprits par les gratuits ».

Un enseignant du lycée Camus souligne que les pratiques de lecture des jeunes ont beaucoup évolué en moins de dix ans. La moitié d'entre eux ne connaissent de la presse que les « gratuits », et ne font « plus l'effort d'aller plus loin ». Il est rappelé que 80% des lecteurs du gratuit « 20 minutes » ne lisent plus de presse du tout, ce qui recoupe le chiffre d'un lectorat d'à peine 20% pour la presse payante dans le Grand Nantes. Quant aux jeunes, l'initiative de la Région Pays de Loire d'un bouquet 10 journaux dans les établissements secondaires volontaires, est rappelée. Ainsi que la page « Jeunes correspondants » dans l'Humanité, Ouest-France préparant quelque chose de similaire.

F.Parny souhaite une réflexion collective sur les journaux et les médias. Or, ces derniers fonctionnent désormais à fond « sur le rythme du vedettariat et de

la pulsion ». Quand « les politiques rentrent dans ce jeu », ils contribuent à une « peuplisation » de la vie politique déjà ancienne. Mais cette « dérive » ne leur laisse plus que « des miettes » et nous ne sommes plus « dans le respect de la démocratie politique ». Il renvoie à la brochure réalisée par le groupe de travail « médias » du PCF, « Pour une appropriation populaire des médias », qui appelle à des formes nouvelles d'appropriation des grands moyens d'information et de culture.



Comment créer les conditions d'un véritable débat citoyen à ce propos ? Divers scénarios sont possibles. Dans le CSA, la question n'est pas seulement celle du « temps de parole », mais plutôt celle de « l'ambiance éditoriale sur

les sujets récurrents », visant une présentation plus « contradictoire de la réalité ». Aujourd'hui, après une forte concentration, et « alors que les grandes sociétés perdent de l'argent dans la presse », leurs appétits semblent davantage politiques que financiers. Leur but reste pourtant de « faire de l'argent », pas dans la presse elle-même, mais plutôt en tant que support publicitaire du consumérisme dominant.

Comment s'y opposer ? Par une loi évitant les concentrations des quotidiens, des radios, des télévisions et d'Internet. La question essentielle reste celle d'un service public sans publicité. Le droit à l'information doit être inscrit dans

la Constitution. Le CSA doit être transformé en Conseil national supérieur des médias, s'ouvrant à de grands professionnels et à des usagers porteurs d'une parole collective. Il faut également reconnaître la place des médias alternatifs de proximité, qui font aussi partie du service public.

En conclusion, F.Parny met l'accent sur le fait que, « dans les journaux, il n'y a pas que les patrons de presse ». Il y a aussi « des journalistes précarisés, qui peuvent dépasser la peur pour des possibilités de réaction ». Il faut aussi prendre toute la mesure de « la violence que les médias exercent sur les familles ». Pour J-M Biette, qui exprime sa colère contre les « petits marquis » prédisant la fin de la presse écrite, « l'avenir des médias dépendra d'abord des journalistes. De l'éducation des gosses, et des Écoles de journalistes, pour qu'ils soient curieux, honnêtes, pas fainéants ». Alors, « l'info regagnera ses galons ».

Un bel optimisme, à partager.

JY M

#### Prochain Huma Café de Nantes :

Vendredi 24 novembre 2006 à 18 heures, salon de musique du Lieu Unique de Nantes : « Le Brésil après la réélection de Lula » avec Bernard DURAUD de la rédaction de l'Humanité (sous réserve) et Jean-Yves MARTIN, docteur en géographie, coauteur des livres « Le Brésil de Lula » et « Pour comprendre le Brésil de Lula ».

## Coup de cœur

### La France invisible

À coups de statistiques simplifiées et de déclarations sentencieuses, personnalités politiques, instituts de sondage, publicitaires, éditorialistes, polémistes et journalistes participent activement à la construction d'une représentation biaisée de la société française, de sorte que la société semble être devenue illisible et invisible à elle-même. C'est pourquoi, selon ses auteurs, « ce livre propose une autre voie que la déploration « décliniste » (et) constitue un dispositif d'urgence, dans le but de proposer d'autres grilles de lecture à un pays qui donne l'impression de ne plus savoir ce qu'il est, tout en se croyant transparent à lui-même ».

La France invisible fait évidemment écho à La Misère du Monde, l'ouvrage dirigé par P.Bourdieu en 1993. La France invisible part du constat que les souffrances de positions sociales décelées alors, ne se sont pas éteintes, et que les souffrances de condition ne cessent de s'accroître.

Ce livre propose une succession d'enquêtes menées par des journalistes, des chercheurs et des écrivains inspirés par les dernières recherches en sciences sociales. Il comporte deux parties. La première décrit comment vivent les groupes et personnes « invisibles », à travers une trentaine de catégories classées par ordre alphabétique. La seconde est constituée d'interventions plus analytiques sur les raisons de l'invisibilité.

Qui sont ces invisibles ? Ce ne sont pas les « nouveaux prolétaires ». Ils ne forment pas, une classe sociale homogène et n'ont souvent rien à voir les uns avec les autres et sont donc difficiles à percevoir.

- On trouve d'abord les variables d'ajustement : des populations, plus ou moins paupérisées, qui ne semblent plus exister dans l'espace public que sous la forme de statistiques et de flux, comme élément habituel du décor social : « sans-emploi », « gens du voyage », « habitants des taudis », « Rmistes », « sans-domicile », « expulsables », « surendettés ».

- Ensuite les hommes et femmes sans qualité, dont les difficultés ne sont pas prises en compte : « salariés déclassés », « dissimulés », « démotivés », « femmes à domicile », « gars du coin », « éloignés », « intermittents du travail », « privatisés », « précaires du public », « pressurés ».

- Puis les victimes des nouvelles violences sociales, résultat des politiques publiques spécifiques, par des comportements d'administrations et par l'évolution de l'économie dans son contexte mondialisé : « sous contrôle », « disparus », « jeunes au travail », « oubliés de la santé », « rénovés », « travailleurs de l'ombre », « sous-traités ».

- Enfin les invisibles masqués par les images toutes faites. Parmi ceux dont le vécu est occulté ou déformé, on trouve les « délocalisés », les « handicapés », les « banlieusards », les « stagiaires », les « prostituées » et les « drogués ».

C'est l'existence de ces millions d'hommes et de femmes, ceux et celles qui constituent la « France invisible », que l'on découvrira dans cet ouvrage hors normes. Monumental et impressionnant.

« La France invisible », Dir. : Stéphane BEAUD, J.CONFAVREUX, J.LINDGAARD, Ed. La Découverte, Coll. Cahiers Libres, 2006, 648 pages, 26 €.



## Exposition...



### Viv(r)e le temps libre ! à la MHT de Nantes

L'accès au temps libre, pour les populations ouvrières, est une histoire récente et le résultat d'une lutte acharnée. Cette conquête du temps libre - dont la

loi sur les 35 heures constitue le dernier épisode - va de pair avec de larges interrogations sur l'utilisation de ce temps, dont les organisations ouvrières et nombre d'associations se sont préoccupées très tôt.

L'exposition Viv(r)e le temps libre !, réalisée en partenariat avec le Centre d'histoire du travail, est présentée à la Maison des Hommes et des techniques à partir du 15 novembre 2006 et jusqu'en juin 2007. Des animations variées (spectacles, jeux, débats, expositions, démonstrations) montreront que nombre de loisirs sont issus du monde ouvrier. Elles seront réalisées en partenariat avec ceux qui se donnent comme tâche d'organiser ces loisirs : comités d'entreprises, associations d'éducation populaire, clubs sportifs et autres...

Maison des Hommes et des Techniques (MHT) Ateliers et chantiers de Nantes 2 bis, boulevard Léon Bureau

## Lire

### Introduction à Marx

Pascal COMBEMALE

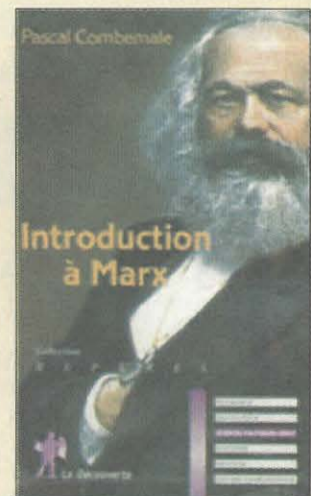
Vaut-il encore la peine de s'intéresser à Marx ? Le système social qu'il critiquait, a beaucoup changé depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, plusieurs de ses prophéties furent infirmées, et l'on sait ce qu'il advint du socialisme « réellement existant ». Pourtant, sommes-nous sortis du capitalisme ? De ses crises, voire de « sa » crise ? Les prédictions de la marchandisation de la société et de la

mondialisation du marché ont-elles été réfutées ? Les classes sociales ont-elles disparu ?

Ce livre prend comme fil directeur, Marx lui-même : sa vie, sa trajectoire, indissociablement politique et intellectuelle, son « itinéraire d'intellectuel, de militant révolutionnaire », afin de mettre en relief un sens critique dévastateur : de la politique et de l'État, de la démocratie formelle, de la division du travail, et de l'économie politique. Mettant en lumière l'énigme et les formes de la plus-value et les secrets de l'exploitation capitaliste.

Car son œuvre fut un mouvement incessant

d'acquisition de connaissances encyclopédiques, de cri-



de longues périodes d'action politique, entrecoupées de proscriptions et d'exils. D'où il ressort une pensée ouverte, animée par l'espoir d'une émancipation radicale de tout ce qui asservit les hommes, avec une conception matérialiste de l'histoire reposant sur la lutte des classes préparant le triomphe du prolétariat.

Après bien d'autres, ce livre invite à lire ou à relire Marx, à une époque où, après lui, on a trop tendance à penser en retrait, plutôt qu'en perspective d'avenir.

Éditions La Découverte, Octobre 2006, coll. Repères, n°467, 128 pages, 8,50 €.

## près de vous

### Sur l'agenda

#### La Manif

Le 18 novembre, manifestation à Paris pour la réforme des finances locales et la taxation des actifs financiers des entreprises. Emmener son écharpe ! Afin d'organiser le transport vers Paris, veuillez prendre contact avec l'ADECRA au 02 40 35 03 00.

#### L'Assemblée générale

L'Assemblée générale de l'ADECRA aura lieu le mercredi 20 décembre à 17 heures.

### La Baule

#### Et si les élus descendaient dans la rue...

Alors que dans de nombreuses villes de notre département, des collectifs et des élus se battent pour conserver leur bureau de poste, le Conseil municipal de La Baule vient d'accepter de verser une indemnité de compensation à la Poste pour conserver, sous forme d'agence postale communale, une antenne de proximité à Escoublac et au Guézy qui représentent près de 6000 habitants. Cette décision a provoqué la colère de Gérard DENOYELLE qui s'est dit «**totallement opposé à ce type de pratique où la ville supporte les locaux, les frais de personnel.**». «**Je ne suis pas enthousiaste mais nous n'avons pas le choix**» lui a répondu le maire, Yves METAIREAU. Sauf à descendre dans la rue pour défendre le service public mais on sait bien que ce n'est pas le genre de la maison...

### Nantes

#### Solidarité avec Sabiha AHMINE

Le Conseil municipal de Nantes a voté une subvention exceptionnelle en faveur de la population du Liban Sud. Ce fut l'occasion pour Annick MARTIN de souligner que les populations civiles ont été les premières victimes de cette riposte «meurtrière, démesurée» d'Israël encouragé par les Etats-Unis. L'élue a également affirmé haut et clair, au nom de son groupe, sa «**solidarité avec Sabiha AHMINE, adjointe communiste au maire de Lyon à l'intégration et aux Droits des Citoyens, suspendue par Gérard COLLOMB pour avoir participé à une manifestation pour la paix au Proche-Orient dans le cadre de la semaine européenne contre la guerre.**».

### Ile de Nantes

#### Préserver l'emploi

A l'occasion de l'examen du rapport d'activité 2005 de Nantes Métropole, Michel RICA a souligné «**l'attachement des élus communistes à la pérennité des activités économiques... La proximité des installations portuaires ou encore du fret ferroviaire, montre bien l'intérêt pour l'Ile de Nantes à rester, par delà les évolutions projetées, un cœur d'agglomération vivant avec ses 13 000 habitants, ses 15 000 emplois, ses 350 hectares de territoire.**».

## L'activité

### Trignac

#### Rénovation du quartier de Certé : c'est parti !

Le restaurant du collège Julien LAMBOT n'était pas trop grand pour accueillir les familles des «Mouettes» et des «Albatros» venues dialoguer sur les conditions de leur relogement avant que ne disparaissent les tours. 150 habitants ont rencontré le Maire, de nombreux élus du Conseil municipal, des représentants de CIF Habitat, Espace Domicile, Logi Ouest et de Silène qui a directement en charge le relogement des 216 familles concernées. Un large échange avec la salle a permis de dissiper les inquiétudes et de répondre aux légitimes interrogations. «**Nous allons vivre ensemble, une rénovation urbaine qui, je le souhaite profondément, sera pour vous synonyme de mieux être et de mieux vivre dans ce quartier. Les ZAC Océane, de la Menée Landais, les logements à vocation sociale construits et à construire permettront votre relogement en tenant le plus grand compte de vos souhaits**» a assuré Jean Louis LE CORRE. Il est vrai que la charte de relogement élaborée en étroite collaboration avec les amicales de locataires et les contacts personnalisés avec les familles devraient selon les élus permettre à chacun de trouver une solution adaptée à sa situation.



### Vertou

#### Michel GOUTY «Oui au Busway et aux bus de proximité !»

Le 3 juillet, à Vertou, se tient une réunion publique en présence du Maire, des représentants de Nantes-Métropole et de la compagnie de transports la Semitan. 300 personnes y assistent. Michel GOUTY, Conseiller municipal, membre du comité consultatif circulation et sécurité routière y apprend, sans concertation préalable des habitants, qu'une profonde restructuration des transports publics va avoir lieu sur la commune, à l'occasion de la mise en service de la ligne 4 du Busway. Colère et exaspération dans la salle devant ce qui apparaît vite comme un dossier bouclé (les élus de Nantes-Métropole l'avaient déjà voté à l'unanimité). Sans jamais remettre en cause le Busway, «**moyen de transport moderne, rapide et efficace**», les participants constatent qu'on leur impose la suppression de trois arrêts de la ligne 39, la suppression à Beautour de la ligne 42 et des 4 arrêts de la ligne 28. «**Au moment où fleurissent nombre de gadgets populistes pour contrôler les élus (jurys populaires ou caméras lors des Conseils des ministres), il serait plus judicieux et plus crédible d'appliquer tout simplement les principes élémentaires de la démocratie participative. Informer les habitants, écouter leurs avis, co-élaborer puis prendre la décision qui préserve le mieux l'intérêt général**» explique l'élue vertou. Lancée à l'initiative des commerçants et de quelques habitants, la pétition. «**Il faut sauver les 4 arrêts de la ligne 28 sur Beautour**» reçoit un large écho (plus de 700 signatures.). Le 18 octobre, ses initiateurs réunissent 150 personnes



et élaborent une proposition alternative qui permet d'irriguer tout le quartier de Beautour. Proposition rejetée une semaine plus tard car jugée trop coûteuse en terme de kilomètres parcourus ! Ce qui est en jeu souligne Michel GOUTY «**c'est la conception d'un service public de transport qui allie la rapidité et la proximité. Il faut conserver un maillage de lignes de bus qui démontre quotidiennement son utilité et son efficacité en favorisant les déplacements et le lien social dans ce quartier de 4000 habitants**». Invité à Télé-Nantes, jeudi 2 novembre, il a insisté : «**Quand on construit une autoroute on ne supprime pas les routes secondaires !**». La mobilisation se poursuit.

### Loire et Sillon

#### Le SPANC, un ovni qui coûte très cher !

Avec le SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif) la communauté de communes se décharge opportunément sur les habitants du coût du traitement des eaux usées. D'ici juillet 2007, 4379 familles qui ne bénéficient pas de l'assainissement collectif vont être contrôlées par Véolia (filiale de la Générale des Eaux) pour savoir si leur installation est conforme aux normes édictées par la nouvelle loi sur l'eau. Véolia qui a déjà encaissé 182 009,67 euros de la Communauté pour effectuer ce service leur demandera tout de même une redevance (entre 18 et 176 euros !). En cas de diagnostic défavorable, les travaux de mises aux normes seront à effectuer par les propriétaires dans un délai maximum de deux ans. Loire et Sillon estime que le coût minimum d'une remise à niveau sera de 6500 euros. «**Quand le législateur change les règles du jeu, il doit rendre les nouvelles règles supportables aux citoyens**» remarque Didier POTIRON, Maire adjoint communiste de Savenay qui demande que la Communauté de communes adopte sans attendre le principe d'aides au financement des mises en conformité (subventions d'un montant minimum de 50 %, prêts facultatifs à taux zéro, un système de crédits d'impôts...) Mobilisé avec les élus et les militants de sa ville, Didier fait signer une pétition qui rencontre un fort succès. Elle est disponible sur Internet [www.sillon-citoyen.org](http://www.sillon-citoyen.org).

### Région

#### Contrats de plan ou de projet, l'Etat doit tenir sa parole

150 millions d'euros, c'est la somme des promesses non tenues dans «**le bientôt défunt contrat de plan Etat Région 2000-2006**» dénoncent les Conseillers régionaux communistes des Pays de la Loire. Pour ne prendre que l'exemple de l'activité ferroviaire, c'est 30% du montant des engagements pris qui passeraient ainsi à la trappe. Pour Philippe DENIS, Président du groupe, pas question d'effacer l'ardoise ! Avant de s'engager sur d'hypothétiques contrats de projets allant jusqu'en 2013, le gouvernement doit impérativement attribuer «**une dotation spécifique pour les projets actuellement bloqués**». Les Conseillers n'apprécient pas non plus que les Pouvoirs Publics tentent «**de passer en force**» pour imposer leurs vues et le montant de leurs éventuelles dotations. Un montant insupportablement revu à la baisse ! Ils insistent enfin très fortement sur les trois axes qui leur paraissent essentiels pour le développement de la région : le Port Autonome Nantes/Saint-Nazaire, le nouvel aéroport de Notre Dame des Landes et «**son raccordement par des infrastructures de transports collectifs à toutes les préfectures régionales**», la réalisation d'infrastructures routières et ferroviaires «**permettant d'irriguer l'ensemble du territoire régional**». Ils demandent, au Président de l'Assemblée régionale de faire preuve de la plus grande fermeté vis-à-vis de l'Etat car, dans ces conditions, «**il n'est pas possible d'accepter de négocier une quelconque contractualisation**».

## AUJOURD'HUI ET DEMAIN



**Mercredi 15 novembre :** assemblée générale de section de Nantes, à 18h30 à la Fédération, 41 rue des Olivettes à Nantes.

**Jeudi 16 novembre :** assemblée des communistes de la 4ème circonscription à 20h30 salle du Seil, allée de Provence à Rezé.

**Jeudi 16 novembre :** comité local de la section de St-Nazaire au siège 18 rue des Halles à St-Nazaire.

**Samedi 18 novembre :** fête de la section Loire et Sèvre à partir de 18h30, salle Marcel Paul à Basse-Goulaine.

**Mardi 21 novembre :** inauguration du local de la Jeunesse Communiste à 18h30 au siège de la Fédération du PCF, 41 rue des Olivettes à Nantes.

**Mardi 21 novembre :** réunion du Conseil départemental de la Fédération du PCF à 20h au siège 41 rue des Olivettes à Nantes.

**Mercredi 22 novembre :** débat organisé par la Jeunesse Communiste sur la précarité, l'enseignement, les questions internationales et les discriminations de 12h à 14h à la Faculté de Lettres à Nantes.

**Jeudi 23 novembre :** Réunion du Comité local de la section de Rezé à 18h30 au siège 30 bis rue des Chevaliers à Rezé.

**Vendredi 24 novembre :** Réunion du Collectif antilibéral de Rezé à 20h30, salle du Seil, allée de Provence à Rezé.

## GUÉRANDE : ELECTION CANTONALE PARTIELLE.

Suite au décès du Maire et Conseiller général de Guérande, une élection cantonale partielle se déroulera le dimanche 26 novembre sur le canton.

Les communistes du secteur de la Presqu'île guérandaise ont demandé à Serge BARON d'être leur candidat pour ce scrutin.

Serge, 53 ans est un «retraité amiante» d'une entreprise de sous-traitance des Chantiers navals de Saint-Nazaire.

Militant associatif sur le secteur de la Presqu'île, il participe particulièrement aux activités du Secours populaire ainsi qu'à celles de l'association de défense des salariés, victimes de l'amiante.



## MAUVAISE SCÈNE POUR LES INTERMITTENTS DU SPECTACLE



A la mi-octobre, au moyen d'une manœuvre honteuse de procédure, le groupe UMP de l'Assemblée a enterré la proposition de loi pérennisant le régime d'assurance chômage des intermittents du spectacle. La situation de ces salariés n'est donc toujours pas résolue. Pire, elle est amenée à s'aggraver suite à la décision de la CFDT, de signer un protocole durcissant le protocole en place depuis 2003 et qui a déjà exclu plus de 20 000 professionnels du régime de solidarité interprofessionnelle et par voie de conséquence, de leurs métiers. De plus, ce sont 35,000 salariés qui ont bénéficié du Fonds transitoire de soutien, et qui, sans ce dispositif auraient rejoint les précédents dans l'exclusion. Cette question du régime d'assurance chômage des artistes et techniciens, s'inscrit évidemment dans la question majeure de la politique culturelle de la France. A l'heure du désengagement progressif et confirmé de l'Etat, et où les collectivités locales portent de plus en plus le financement des créations, au risque de disparités territoriales aggravées, la question de la production et de la diffusion des œuvres demande une grande réflexion nationale et la mise en place d'une loi d'orientation de la Culture. On sait bien de plus qu'en abandonnant ses missions de service public de la culture, l'Etat renonce en même temps à l'idée d'éducation populaire et d'ouverture de la Culture à toute la population. Cet abandon est lourd de conséquences à l'heure où le grand vecteur culturel qu'est la télévision a pour ambition désormais avouée, de fabriquer des «cerveaux disponibles» à la consommation. Il y a donc urgence à résoudre la question des salariés du spectacle et du cinéma, mais également à se réapproprié l'idée de diversité et d'accessibilité de la Culture : seule une politique culturelle ambitieuse le permettra.

## LES COMMUNISTES DE LOIRE ATLANTIQUE SE PRONONCENT TRÈS LARGEMENT POUR LA CANDIDATURE DE MARIE-GEORGE BUFFET

Les communistes qui étaient appelés à se prononcer par vote à bulletin secret sur leur choix de candidature en vue de la prochaine élection présidentielle.

Avec 98,21 % des voix sur le département, Marie-George BUFFET est largement choisie par les communistes pour être proposée comme candidate du rassemblement antilibéral.

Les résultats sont les suivants :

Inscrits :	1628	Votants :	967
Nuls et Blancs :	17	Valablement exprimés :	950
Marie-George BUFFET	933 voix		98,21 %
Maxime GREMEZ	13 voix		1,37 %
Jean-Jacques KARMAN	4 voix		0,42 %

## « Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Yannick CHENEAU

Commission paritaire : N° 0310 I 86504

Imprimerie : IMPRAM Lannion

Composition : SEM Locminé

Responsable de la rédaction :

Yannick Chéneau

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36

e-mail : nouvelles.loire-atlantique@laposte.net

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE

Michel DEJEU

Michel LUCAS

Jean-Paul MARTEL

Jean-Yves MARTIN

Aymeric SEASSAU

Yann VINCE



## LOGAN

Comment faire rentrer  
5 personnes dans 7600€,  
sans chausse-pied ?

SOYEZ LOGIQUE SOYEZ LOGAN

5 vraies places / Coffre 510L / ABS / 2 airbags / Garantie 3 ans / A partir de 7600 €

www.dacia-logan.fr

**DACIA**  
groupe Renault

---

**RENAULT SAINT-NAZAIRE**  
CENTRE AUTOMOBILE DE L'ETOILE  
380, Route de la Côte d'Azur - Océans  
02 40 17 20 20  
ET SON RÉSEAU D'AGENTS



## Ouvrons-la !!

### Le Congrès des jeunes communistes, c'est pour bientôt !!

Comme nous l'avons annoncé dans un numéro précédent, le Congrès national de la JC aura lieu mi-décembre à Ivry. Ce Congrès va permettre à l'organisation, de tracer les grandes lignes de ses orientations et de ses activités pour les 3 ans à venir. Il va permettre de réunir des jeunes communistes

de toute la France, ce qui est indispensable à notre mouvement, pour confronter les idées les unes aux autres, parler et débattre avec des jeunes qui aspirent aux mêmes changements de société que nous ; mais qui ont peut être, des réalités qui sont autres que celles que l'on a en Loire-Atlantique. Ce qui va au final, enrichir les débats et les propositions.

### Différentes thématiques

Le Congrès va permettre le

débat à partir d'un texte global partant de l'analyse de la société française et de sa jeunesse à l'heure actuelle et identifier quelles transformations sont possibles dans ce pays ?

Puis la discussion portera sur différentes thématiques, sur la précarité, sur la situation politique, éco-

nomique, sociale du monde et comment se place la JC par rapport à cela. Nous poserons les questions sur les savoirs et le système éducatif, quelles sont les



Par Ulysse HUMBERT

actions que l'on peut mettre en place pour mieux vivre ensemble et lutter contre les discriminations ? Comment peut-on lutter efficacement contre la pré-

carité ?

Comment rendre plus efficace la structuration de notre organisation ?

Une étape indispen-

sable Ce rassemblement national des jeunes communistes est une phase essentielle pour construire un mouvement efficace et cohérent ; qui se donne les moyens d'agir,

pour combattre les gouvernements qui mettent en place une société qui s'éloigne jour après jour, de nos aspirations. Car les jeunes cherchent à être au cœur de mouvements permettant d'aller vers une société émancipatrice pour tous. Ce Congrès est le premier auquel les jeunes communistes de Loire-Atlantique vont participer depuis la réforme de l'organisation, dans le département, en 2004.

Il sera plus que jamais possible de donner aux jeunes de Loire-Atlantique un instrument - la JC - encore plus fort pour lutter et construire un monde comme ils le conçoivent : à visage humain.